ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 2 octobre 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux principes généraux réglant la tenue des registres de la population et du registre des étrangers", a donné le 16 octobre 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 2 oktober 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de algemene principes tot regeling van het houden van de bevolkingsregisters en van het vreemdelingenregister", heeft op 16 oktober 1991 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

OBSERVATION GENERALE.

Aucune liaison n'est faite entre les diverses dispositions du projet où il est question de décisions de la commune (notamment les décisions de radiation d'office visées à l'article 8, §§ 2 et 3 et les décisions d'inscription d'office dont il est question à l'article 9, §§ 2 et 4) et l'article 8 de la loi du 19 juillet 1991 qui confère au Ministre de l'Intérieur ou à son délégué le pouvoir de résoudre les contestations et difficultés en matière de résidence principale.

Au cas où ces contestations et difficultés ne pourraient pas être résolues par le Ministre de l'Intérieur ou son délégué, seuls les cours et tribunaux seraient compétents pour trancher le litige.

EXAMEN DU TEXTE.

OBSERVATIONS PRELIMINAIRE.

Contrairement à ce qui est affirmé dans le rapport au Roi, le Ministre de la Justice doit proposer et contresigner l'arrêté en projet. Son intervention se justifie par le texte de l'article 12, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

INTITULE.

La loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, ne charge pas le Roi de déterminer des principes généraux en matière de registre de la population et de registre des étrangers.

En conséquence, l'intitulé serait plus simplement rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif aux registres de la population et au registre des étrangers".

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

Il convient de remplacer les mots "... modifié par les lois des 28 juin 1984, 14 juillet 1987 et 18 juillet 1991" par "notamment l'article 12".

Alinéa 2.

La fin de l'alinéa doit être rédigée comme suit : "... notamment les articles 1er, 2, 3, 4, 5 et 8".

Alinéas 3 et 4.

Les textes visés à ces alinéas ne constituant pas le fondement de l'arrêté en projet, les alinéas 3 et 4 doivent être omis.

La référence à ces textes trouverait mieux sa place dans le rapport au Roi.

DISPOSITIF.

Dans le texte français, il faut écrire "Chapitre Ier".

Article 1er.

1. La division en paragraphes ne se justifie pas puisque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa.

L'observation vaut aussi pour les articles 8, 9, 18 et 19.

2. La définition des registres de la population, donnée dans le paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er), implique que le mot "registre" soit écrit au singulier.

Dans le même paragraphe du texte français, il convient de remplacer le mot "reprenant" par "mentionnant". L'observation vaut pour l'ensemble du projet.

3. Le paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2) ne trouve pas de fondement juridique dans la loi du 19 juillet 1991 précitée. Il y a lieu, dès lors, de l'omettre.

Article 4.

Pour être conforme à la rédaction de l'article 109 de la Constitution, l'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"La tenue des registres est dans les attributions du collège des bourgmestre et échevins".

Article 6.

1. Pour tenir compte des termes de l'article 45, § 1er, alinéa 2, du Code civil, l'alinéa 1er doit être rédigé comme suit :

"Les actes de l'état civil ... sont communiqués par copie ou par extrait, dans les huit jours de leur date, à la commune où ces personnes sont inscrites aux registres".

2. A l'alinéa 2, de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'omettre les mots "conformément à l'article 45, § 1er, alinéa 2, du Code civil".

Dans le même alinéa, il n'appartient pas au Roi de déterminer le lieu où l'enfant résidera effectivement. Il faut, dès lors, omettre les mots "chez le ou les parents, dans un établissement d'hébergement ou dans une famille d'accueil".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 7.

Paragraphe 1er.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, il faut écrire "vestigen" au lieu de "vastleggen".

Paragraphe 2.

L’observation faite au sujet de l’article 1er, § 2, entraîne l’omission du paragraphe 2.

Paragraphe 3.

Pour se conformer aux termes utilisés dans l’article 108 du Code civil, il convient de remplacer les mots "le ménage auquel il appartient" par les mots "la résidence parentale".

Le mot "nouvelle" n’a pas d’équivalent dans le texte néerlandais.

Paragraphes 3 et 4.

1. Ces dispositions recourent, pour le calcul des délais, à la notion de "jours ouvrables", alors que le paragraphe 6 recourt à la notion de "jours".

La mention de "jours ouvrables" étant difficile à définir puisqu’elle peut varier de commune à commune, il convient de supprimer l’adjectif "ouvrables".

2. Suivant les explications fournies par le fonctionnaire délégué, "la personne de référence du ménage", visée à l’alinéa 2 du paragraphe 4, est le membre du ménage qui est habituellement en contact avec l’administration pour les affaires concernant le ménage.

Cette notion étant empruntée à l'article 2 de l'arrêté royal du 15 février 1991 relatif au recensement général de la population et des logements au 1er mars 1991, il ne convient pas, pour régler les questions relatives à la famille et à l'état civil, de recourir à une notion définie par le texte précité.

Il faut remplacer les termes "la personne de référence du ménage" par des termes plus adéquats.

La disposition doit être d'autant plus précise que, selon l'article 23 du projet, les manquements à cette obligation sont sanctionnés pénalement.

Paragraphe 5.

1. Mieux vaudrait écrire, à l'alinéa 1er, "fixant sa résidence principale dans une commune du Royaume".

A cet égard, il y aurait lieu d'uniformiser la terminologie utilisée dans les autres dispositions du projet.

2. Le caractère obligatoire d'un texte ne s'exprime pas en utilisant le mot "devoir". Il suffit de recourir à l'indicatif présent.

Il faut donc écrire, dans l'alinéa 1er, "fait l'objet d'une enquête ...".

3. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"A l'issue de cette enquête, l'autorité communale notifie à la commune de la résidence précédente soit que l'intéressé fait l'objet d'une inscription aux registres, soit que sa demande d'inscription a été refusée" (1).

Paragraphe 6.

Pour respecter la terminologie utilisée dans le texte en projet, mieux vaudrait remplacer les mots "l'habitant concerné" par "la personne concernée".

Article 8.

Paragraphe 3.

Il faut omettre les mots "pour l'étranger" qui sont superflus.

Le texte néerlandais du paragraphe 3 doit être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

En outre, il est recommandé de remplacer dans l'ensemble du projet les termes "afschrijven", "afschrijving uit het register" et "afschrijving", figurant dans le texte

(1) Aucun délai n'est prévu en ce qui concerne la notification de l'inscription ou du refus d'inscription au registre de la commune. Mieux vaudrait fixer un délai.

néerlandais, par les termes "afvoeren", "afvoering van het register" et "afvoering".

Article 9.

L'article s'inspire de l'article 17 de l'arrêté royal du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de la population.

Mieux vaudrait écrire au paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2) du texte français : "le collège des bourgmestre et échevins ordonne leur inscription d'office" et au paragraphe 3 (devenant l'alinéa 3) : "Si ces personnes ont omis de faire la déclaration prévue à l'article 7".

Le texte néerlandais du paragraphe 4, dernière phrase, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

1. Il faut préciser l'autorité communale qui fixe par règlement les modalités d'enquête, à savoir le conseil communal.

2. A la fin de l'article, il serait plus précis d'écrire : "... l'enquête visée à l'article 7, § 5, est

effectuée et le rapport visé aux articles 8, alinéa 2, et 9, alinéa 2, est établi".

Article 11.

1. La phrase introductive doit être rédigée comme suit :

"L'inscription aux registres s'effectue sur la base :

1° de ...
2° de ...
3° de ...
4° de ...".

2. Au 1°, il convient d'omettre les mots placés entre parenthèses et de rédiger le texte néerlandais ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le texte ne prévoit pas sur la base de quels faits, décisions ou documents, s'effectue l'inscription au registre des étrangers, des étrangers admis ou autorisés à séjourner plus de trois mois dans le Royaume.

Les documents visés à l'article 2 de la loi du 15 décembre 1980 sont ceux qui permettent l'accès au territoire et non le séjour.

Cette précision est d'autant plus nécessaire que l'article 12, 5°, prévoit les décisions sur la base desquelles la radiation des inscriptions relatives aux étrangers s'opère.

L'article 11 devrait donc être complété par un 5° rédigé comme suit :

"5° la décision prise conformément aux dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, qui admet ou autorise le séjour ou l'établissement".

4. L'alinéa 3 doit être supprimé en raison de l'observation formulée au sujet de l'article 1er, § 2.

Article 12.

1. Dans la phrase introductive, il suffit d'écrire : "... sur la base des documents suivants :".

2. Il n'est pas d'usage d'interrompre une énumération par l'insertion de phrases ou d'alinéas incidents.

De l’accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d’insérer après le 5° l’alinéa commençant par les mots "Pour les personnes s’établissant ...".

3. L’alinéa commençant par les mots "La radiation ..." doit être omis en raison de l’observation formulée au sujet de l’article 1er, § 2.

Article 13.

Le texte néerlandais de cet article serait mieux rédigé ainsi qu’il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14.

L’article serait mieux rédigé comme suit :

"La police communale signale au service de la population de la commune les personnes se trouvant dans un des cas cités aux articles 8, alinéa 1er, et 9 et ce conformément aux dispositions de la nouvelle loi communale".

Article 15.

1. A l’alinéa 1er du texte français, mieux vaut écrire "la forme" plutôt que "la présentation".

2. A l’alinéa 2, il y a lieu d’omettre comme étant superflus les mots "pour la gestion de sa population" et d’écrire : "ne la dispense, en aucun cas, de l’obligation de tenir les registres à jour".

Article 16.

Le paragraphe 2 de l’article vise à mettre fin à de nombreuses contestations entre certaines communes et le département de l’Intérieur en ce qui concerne l’inscription de personnes qui résident dans les zones de loisirs.

La solution adoptée ne peut être admise. Elle rend impossible la référence à la notion de domicile judiciaire définie à l’article 36 du Code judiciaire. De façon plus générale, on ne peut imaginer un domicile sans adresse.

Il y a lieu, dès lors, d’omettre la deuxième et la troisième phrase du paragraphe 2.

Article 20.

Mieux vaudrait faire du paragraphe 2 de l’article l’alinéa 2 du paragraphe 1er, le paragraphe 3 devenant le paragraphe 2.

Les références à l'article 20 faites dans les dispositions du projet devront être adaptées en conséquence.

Chapitre IV.

Conformément à la terminologie utilisée dans l'article 4 de la loi du 19 juillet 1991, le chapitre IV devrait s'intituler "Inspection des registres".

Compte tenu de l'observation générale, il conviendrait d'inscrire dans un chapitre nouveau les dispositions relatives aux recours que doivent pouvoir exercer contre les décisions d'inscription ou de radiation qui ont été prises à leur égard les personnes qui ont fait l'objet de telles décisions.

La première phase de cette procédure contentieuse serait d'ailleurs l'enquête faite par les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur visés dans l'article 21, alinéa 1er.

L'enquête visée à l'article 21 est précisément celle qui est prévue par l'article 8, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 19 juillet 1991.

Article 22.

Il faudrait veiller à ce que les inspecteurs chargés du contrôle aient été autorisés à avoir accès au registre national.

Article 23.

Le texte néerlandais de cet article serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

ALGEMENE OPMERKING.

Er wordt geen enkel verband gelegd tussen de diverse bepalingen van het ontwerp waar sprake is van beslissingen van de gemeente (inzonderheid de beslissingen tot afvoering van ambtswege van het bevolkingsregister, bedoeld in artikel 8, §§ 2 en 3, en de beslissingen tot inschrijving van ambtswege in het bevolkingsregister, waar het over gaat in artikel 9, §§ 2 en 4) en artikel 8 van de wet van 19 juli 1991, dat aan de Minister van Binnenlandse Zaken of aan diens gemachtigde de bevoegdheid verleent om betwistingen en moeilijkheden in verband met het hoofdverblijf te beslechten.

In het geval die betwistingen en moeilijkheden niet zouden kunnen worden opgelost door de Minister van Binnenlandse Zaken of diens gemachtigde, zouden alleen de

hoven en rechtbanken bevoegd zijn om het geding te beslechten.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

In tegenstelling met wat wordt beweerd in het verslag aan de Koning, moet de Minister van Justitie het ontworpen besluit voordragen en medeondertekenen. Zijn optreden wordt gewettigd door de tekst van artikel 12, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

OPSCHRIFT.

De wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen, belast de Koning er niet mee algemene beginselen inzake het bevolkingsregister en het vreemdelingenregister vast te leggen.

Het opschrift zou bijgevolg eenvoudiger zijn gesteld als volgt :
"Koninklijk besluit betreffende het bevolkingsregister en het vreemdelingenregister".

.../...

AANHEF.

Eerste lid.

De woorden "... gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1984, 14 juli 1987 en 18 juli 1991" dienen te worden vervangen door "inzonderheid op artikel 12".

Tweede lid.

Het slot van het lid moet worden geredigeerd als volgt : "... inzonderheid op de artikelen 1, 2, 3, 4, 5 en 8".

Derde en vierde lid.

Aangezien de teksten waarnaar in die leden wordt verwezen, geen rechtsgrond opleveren voor het ontworpen besluit, moeten het derde en het vierde lid vervallen.

Een verwijzing naar die teksten zou beter op haar plaats zijn in het verslag aan de Koning.

BEPALEND GEDEELTE.

In de Franse tekst schrijve men "Chapitre Ier".

Artikel l.

1. Er is geen reden voor indeling in paragrafen omdat elke paragraaf slechts uit één lid bestaat.

De opmerking geldt ook voor de artikelen 8, 9, 18 en 19.

2. De definitie die in paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) van de bevolkingsregisters gegeven wordt, impliceert dat het woord "register" in het enkelvoud moet worden geschreven.

In de Franse tekst van dezelfde paragraaf dient het woord "reprenant" te worden vervangen door "mentionnant". De opmerking geldt voor heel het ontwerp.

3. Paragraaf 2 (die het tweede lid wordt) vindt geen rechtsgrond in de bovenvermelde wet van 19 juli 1991. Hij dient dan ook te vervallen.

Artikel 4.

Ter wille van de overeenstemming met de redactie van artikel 109 van de Grondwet, moet het eerste lid worden geredigeerd als volgt :

"Het houden van de registers behoort tot de bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen".

Artikel 6.

1. Om rekening te houden met de bewoordingen van artikel 45, § 1, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek moet het eerste lid worden gesteld als volgt :

"De akten van de burgerlijke stand betreffende personen die niet in de gemeente ingeschreven zijn, worden binnen acht dagen na de datum ervan bij afschrift of bij uittreksel bezorgd aan de gemeente waar die personen in de registers ingeschreven zijn".

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in het tweede lid de woorden "overeenkomstig artikel 45, § 1, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek" dienen te vervallen.

In hetzelfde lid is het niet aan de Koning om de plaats te bepalen waar het kind effectief zal wonen. Bijgevolg moeten de woorden "bij de ouder(s), in een verblijfsinstelling of in een onthaalgezin" vervallen.

De Nederlandse tekst van het tweede lid zou beter worden gesteld als volgt :

"Voor geboorten vermeldt het uittreksel uit de akte van de burgerlijke stand de afstamming en wordt er kennis van gegeven met het oog op de inschrijving in de gemeente waar het kind werkelijk zal wonen".

Artikel 7.

Paragraaf 1.

In de Nederlandse tekst van het eerste lid schrijve men "vestigen" in plaats van "vastleggen".

Paragraaf 2.

De opmerking die is gemaakt bij artikel 1, § 2, heeft tot gevolg dat paragraaf 2 vervalt.

Paragraaf 3.

Om zich te houden aan de bewoordingen gebruikt in artikel 108 van het Burgerlijk Wetboek dienen de woorden "het gezin waartoe hij behoort" te worden vervangen door de woorden "de verblijfplaats van zijn ouders".

Het woord "nouvelle" is in de Nederlandse tekst niet weergegeven.

Paragrafen 3 en 4.

1. In deze bepalingen wordt voor de berekening van de termijnen uitgegaan van het begrip "werkdagen" terwijl in paragraaf 6 gebruik wordt gemaakt van het begrip "dagen".

Aangezien het begrip "werkdag" moeilijk te definiëren is omdat het kan verschillen van gemeente tot gemeente, dient het woorddeel "werk-" te vervallen.

2. Volgens de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg is "de referentiepersoon van het gezin" bedoeld in het tweede lid van paragraaf 4, het gezinslid dat gewoonlijk de contacten onderhoudt met de overheid voor de gezinsaangelegenheden.

Dat begrip is ontleend aan artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 februari 1991 betreffende de algemene volks- en woningtelling op 1 maart 1991 en het is derhalve niet aangewezen om voor de regeling van kwesties betreffende het gezin en de burgerlijke stand gebruik te maken van een begrip dat in de genoemde tekst wordt gedefinieerd.

De woorden "de referentiepersoon van het gezin" moeten worden vervangen door beter gepaste woorden.

De bepaling moet des te nauwkeuriger zijn omdat volgens artikel 23 van het ontwerp op het niet-nakomen van die verplichting straf wordt gesteld.

Paragraaf 5.

1. Het zou beter zijn in het eerste lid te schrijven "die zijn hoofdverblijfplaats in een gemeente van het Rijk vestigt".

De terminologie die in de andere bepalingen van het ontwerp wordt gebruikt, zou in dat opzicht eenvormig moeten worden gemaakt.

2. Het verplichte karakter van een tekst wordt niet uitgedrukt door het gebruik van het woord "moeten". Het is voldoende de tegenwoordige tijd van de aantonende wijs te gebruiken.

Men schrijve dus in het eerste lid "wordt uitgevoerd ...".

3. Het tweede lid zou beter worden gesteld als volgt :

"Na afloop van dit onderzoek geeft de gemeentelijke overheid er aan de gemeente van de vorige verblijfplaats ofwel kennis van dat de betrokkene ingeschreven is in de registers, ofwel dat zijn aanvraag tot inschrijving afgewezen is" (1).

Paragraaf 6.

Om zich te houden aan de terminologie die in de ontworpen tekst wordt gebruikt, zou het beter zijn de woorden "de betrokken inwoner" te vervangen door "de betrokken persoon".

Artikel 8.

Paragraaf 3.

Er dient te worden geschreven : "... voert het college van burgemeester en schepenen hem ambtshalve af van het bevolkingsregister, tenzij hij zich bevindt in één van de gevallen van tijdelijke afwezigheid bedoeld in artikel 18, § 1".

Tevens verdient het aanbeveling de woorden "afschrijven", "afschrijving uit het register" en "afschrij-

---

(1) Er is geen termijn vastgesteld voor de kennisgeving van de inschrijving of de weigering van de inschrijving in het register van de gemeente. Het zou beter zijn een termijn te bepalen.

ving" in heel het ontwerp te vervangen door de woorden "afvoeren", "afvoering van het register" en "afvoering".

Artikel 9.

Het artikel is ingegeven door artikel 17 van het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters.

Het zou beter zijn in paragraaf 2 (die het tweede lid wordt) van de Franse tekst te schrijven : "le collège des bourgmestre et échevins ordonne leur inscription d'office".

In paragraaf 3 (die het derde lid wordt) zou het beter zijn te schrijven : "Als deze personen verzuimd hebben de aangifte te doen welke is voorgeschreven bij artikel 7, worden zij ...".

In de Nederlandse tekst moet de tweede volzin van paragraaf 4 worden gesteld als volgt : "Van deze gemotiveerde beslissing wordt hem kennis gegeven".

Artikel 10.

1. Er dient nader te worden bepaald welke gemeentelijke overheid, met name de gemeenteraad, de nadere regels van het onderzoek bij verordening vaststelt.

2. Het artikel wordt beter als volgt geredigeerd : "... stelt bij verordening de nadere regels vast volgens welke het in artikel 7, § 5, bedoelde onderzoek wordt ingesteld en het in de artikelen 8, tweede lid, en 9, tweede lid, bedoelde verslag wordt opgemaakt".

Artikel 11.

1. De inleidende volzin dient als volgt te worden gesteld :

"De inschrijving in de registers geschiedt op grond van :".

2. In onderdeel 1° dienen de tussen haakjes geplaatste woorden te vervallen. Het zou beter zijn te schrijven :

"1° ieder document dat de identiteit van de persoon vaststelt".

3. De tekst schrijft niet voor op grond van welke feiten, beslissingen of documenten de inschrijving in het vreemdelingenregister geschiedt van de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd worden meer dan drie maanden in het Rijk te verblijven.

De documenten genoemd in artikel 2 van de wet van 15 december 1980 zijn die welke de toegang tot het grondgebied mogelijk maken, doch niet het verblijf.

Die precisering is des te noodzakelijker daar artikel 12, 5°, voorschrijft op grond van welke beslissingen de vreemdelingen afgevoerd worden van de registers.

Artikel 11 dient bijgevolg te worden aangevuld met een onderdeel 5°, luidend als volgt :

"5° de beslissing, genomen overeenkomstig het bepaalde in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, die toestemming of machtiging tot het verblijf of tot de vestiging verleent".

4. Het derde lid dient te vervallen wegens de opmerking welke is gemaakt met betrekking tot artikel 1, § 2.

Artikel 12.

1. In de inleidende volzin volstaat het te schrijven : "De afvoering van de registers geschiedt op grond van de volgende documenten :".

2. Het is niet gebruikelijk een opsomming te onderbreken door de invoeging van een tussenzin of een tussengevoegd lid.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het lid dat aanvangt met de woorden "Voor de personen die zich ..." na onderdeel 5° wordt ingevoegd.

3. Het lid dat aanvangt met de woorden "De afschrijving ..." dient te vervallen wegens de opmerking welke is gemaakt met betrekking tot artikel 1, § 2.

Artikel 13.

Het zou beter zijn de Nederlandse tekst te stellen als volgt :

"Artikel 13.-

Wanneer een overheidsbestuur een persoon moet inschrijven die terugkomt uit het buitenland of ambtshalve afgevoerd is, geeft het van die inschrijving kennis aan de gemeente van de laatste verblijfplaats door het zenden van een inschrijvingsbewijs en verzoekt het om de overlegging van het eventuele dossier".

Artikel 14.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"De gemeentepolitie meldt aan de dienst bevolkingszaken van de gemeente de personen die zich bevinden in één van de gevallen genoemd in de artikelen 8, eerste lid, en 9, zulks overeenkomstig de bepalingen van de nieuwe gemeentewet".

Artikel 15.

1. In het eerste lid van de Franse tekst is het beter "la forme" te schrijven dan "la présentation".

2. In het tweede lid dienen de overbodige woorden "voor het beheer van haar bevolking" te vervallen, en wordt het einde best als volgt geredigeerd : "..., ontslaat haar geenszins van de verplichting om de registers bij te houden".

Artikel 16.

Paragraaf 2 van dit artikel beoogt een eind te maken aan tal van betwistingen tussen een aantal gemeenten en het departement van Binnenlandse Zaken op het stuk van de inschrijving van personen die in recreatiegebieden verblijven.

De aangenomen oplossing kan niet worden aanvaard. Zij maakt het onmogelijk te verwijzen naar het begrip gerechtelijke woonplaats waarvan in artikel 36 van het Gerech-

telijk Wetboek een begripsomschrijving wordt gegeven. Meer in het algemeen kan men zich geen woonplaats zonder adres indenken.

Derhalve dienen de tweede en de derde volzin van paragraaf 2 te vervallen.

Artikel 20.

Het zou beter zijn van paragraaf 2 van dit artikel het tweede lid van paragraaf 1 te maken, zodat paragraaf 3 paragraaf 2 wordt.

De verwijzingen die in de bepalingen van het ontwerp gedaan worden naar artikel 20, moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Hoofdstuk IV.

In overeenstemming met de terminologie welke wordt gebruikt in artikel 4 van de wet van 19 juli 1991, dient hoofdstuk IV het opschrift "Inspectie van registers" te dragen.

Gelet op de algemene opmerking behoren in een nieuw hoofdstuk de bepalingen te worden opgenomen met betrekking tot het beroep dat moet kunnen worden ingesteld door diegenen ten aanzien van wie een beslissing tot inschrijving of tot afvoering van de registers is genomen.

De eerste fase van die regeling van geschillen zou overigens het onderzoek zijn dat wordt gevoerd door de ambtenaren van het ministerie van Binnenlandse Zaken, bedoeld in artikel 21, eerste lid.

Het in artikel 21 bedoelde onderzoek is bepaaldelijk datgene dat is voorgeschreven bij artikel 8, § 1, eerste lid, van de wet van 19 juli 1991.

Artikel 22.

Er dient voor gewaakt te worden dat de met de controle belaste inspecteurs gemachtigd worden om toegang tot het rijksregister te verkrijgen.

Artikel 23.

Het zou beter zijn de Nederlandse tekst als volgt te stellen :

"Artikel 23.-
Overtreding van de artikelen 1 tot 14 van dit besluit wordt overeenkomstig artikel ... gestraft met geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. VANHAEVERBEEK, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. VANHAEVERBEEK, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.